



Kathleen Wynne, première ministre
Legislative Building
Queen's Park
Toronto, ON, M7A 1A1

Le 16 juillet 2013

Re : Rencontre du Conseil de la fédération, 24-26 juillet 2013

Chère Madame le ministre,

Dignité pour touTEs : la campagne pour un Canada sans pauvreté représente plus de 600 organismes et 10 000 individus de partout à travers le pays qui demandent au gouvernement fédéral d'appliquer des mesures rigoureuses et viables pour lutter contre la pauvreté. Nous vous demandons, à vous et vos collègues premiers ministres, de mettre le logement à prix abordable en tête de liste de vos priorités lors du prochain Conseil de la fédération qui se tiendra à Niagara-on-the-Lake. C'est avec enthousiasme que nous avons appris, au moment même où vous avez été élue première ministre, que le logement était pour vous un enjeu de la plus haute importance. Nous espérons que vous profiterez de cette occasion pour faire de cet engagement une réalité.

D'abord, et de manière spécifique, nous demandons aux premiers ministres de faire pression sur le gouvernement fédéral pour qu'il s'engage à réinvestir dans le fond de fonctionnement destiné aux prestataires de logements sociaux, fond qui leur est essentiel. De concert, entre autres, avec la Fédération canadienne des municipalités et l'Association canadienne d'habitation et de rénovation urbaine, *Dignité pour touTEs* exige que des mesures soient prises immédiatement pour régler la question du montant annuel de 1,7 milliard \$ investi par le fédéral dans les logements sociaux qui vient à échéance.

Comme vous le savez, entre 2014 et 2019, des portions de ce financement – montants pouvant aller jusqu'à 500 millions \$ annuellement – ne seront pas renouvelées. Cette situation pourrait obliger les prestataires de logements sociaux actuels d'augmenter le prix des loyers ou d'évincer les locataires ayant un faible revenu. Il faut agir vite.

Ensuite, après la rencontre du Conseil de la fédération au mois de juillet, nous proposons que les premiers ministres demandent aux ministres responsables du logement, tant à l'échelle fédérale, provinciale et territoriale, de se rencontrer et de discuter des mesures à adopter pour améliorer le logement. Avec la participation des parties intéressées, cette rencontre servirait à jeter les bases d'une stratégie nationale pour le logement qui respecte les juridictions provinciales. Il en va de la volonté de la population de tout le pays, de tous les ordres de gouvernement et des Nations Unies : tous reconnaissent qu'une telle stratégie est nécessaire pour répondre à la situation désespérée dans laquelle la crise du logement nous a plongés. En avril dernier, les membres du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies ont répété que le Canada devait se doter d'une stratégie nationale en matière de logement s'il voulait respecter ses engagements et ses obligations en matière de droits humains.

www.dignityforall.ca & www.dignitepourtous.ca

c/o Canada Without Poverty, 251 Bank St., 2nd Floor, Ottawa, ON K2P 1X3
a/s de Canada sans pauvreté, 251 rue Bank, 2e étage, Ottawa, ON K2P 1X3

À certains égards, il est vrai que Canada se porte mieux que d'autres nations développées depuis la récession de l'année 2008; mais bon nombre d'indices montrent que nous avons du pain sur la planche. Les prix des logements augmentent toujours plus rapidement que les revenus. Notre marché locatif devient de plus en plus exclusif. Ensemble, ces deux éléments s'ajoutent à la pression que subissent les familles à faible revenu. En Ontario, par exemple, le revenu total d'une personne seule qui vit à Toronto et qui bénéficie de l'aide sociale ne s'élève qu'à 7 878 \$ par année. Avec seulement 376 \$ par mois, nous nous attendons d'elle à ce qu'elle se trouve un logement adéquat, alors que le prix moyen demandé pour louer un appartement avec une chambre à coucher dans la région du Grand Toronto et ses environs est de 1 010 \$. Il y a quelque chose qui cloche.

Le Canada est une nation riche dont l'économie est stable, et pourtant des millions de ménages qui ont un logement vivent dans l'insécurité et au moins 200 000 personnes tombent dans l'itinérance chaque année. Pendant ce temps, les listes d'attente pour obtenir un logement social continuent de s'allonger.

Pour doter le Canada d'une stratégie nationale fondée sur les droits humains qui aborde sérieusement la question du logement et dont la préoccupation première est de venir en aide aux personnes dans le besoin, il faut établir un calendrier précis et des objectifs mesurables, susciter la participation des acteurs concernés (des secteurs public et privé, gouvernemental et non gouvernemental) et s'assurer de la présence de mécanismes de surveillance et de responsabilité. Le temps presse.

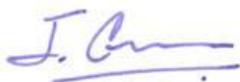
Sur le plan de la santé, l'accès à un logement adéquat est un facteur social déterminant. Il peut améliorer l'état de santé (tant physique que psychologique) d'une personne et l'aider à réduire les coûts humains et financiers qui y sont associés. Dans un rapport récent, l'Alliance canadienne pour mettre fin à l'itinérance estime que les coûts liés à l'itinérance sont de l'ordre de 7 milliards \$ par année. Pendant ce temps, des provinces comme l'Alberta ont démontré qu'il est possible de réduire les coûts du système de santé et du système de justice pénale grâce à une approche coordonnée en matière de logement.

Avant la tenue de cette réunion où vous discuterez de sujets qui sont importants pour la population du Canada, la campagne de *Dignité pour touTEs* insiste et vous demande de mettre le logement en tête de liste de vos priorités et de vous inspirer de l'expérience des autres premiers ministres qui ont dû faire face à un tel défi. Comme nos partenaires dans cette campagne, nous sommes conscients des liens qu'il existe entre logement adéquat et pauvreté : le logement est la plus grande dépense que les individus et les familles doivent assumer, ainsi qu'un facteur de stabilité essentiel qui améliore leur bien-être. Faites pression sur le gouvernement fédéral en juillet prochain pour qu'il en fasse davantage sur le plan du logement. C'est l'occasion pour vous, ainsi que vos collègues premiers ministres, de faire une avancée importante en matière de lutte contre la pauvreté.

C'est avec impatience que nous attendrons de vos nouvelles. Alors que vous discuterez de ces sujets importants, nous vous transmettons, à vous et vos collègues, nos vœux les plus sincères.



Leilani Farha, directrice administrative, **Canada sans pauvreté**



Joe Gunn, directeur administratif, **Citizens for Public Justice**

CC: Premiers ministres provinciaux et territoriaux
Le très honorable Stephen Harper, premier ministre
Thomas Mulcair, chef de l'Opposition officielle
Justin Trudeau, chef du parti Libéral du Canada
Daniel Paillé, chef du Bloc Québécois
Elizabeth May, chef du Parti vert du Canada
Les partenaires de la campagne *Dignité pour touTEs*

Signataires

25 in 5 Network for Poverty Reduction
Advocacy Centre for Tenants Ontario
Alliance to End Homelessness Ottawa
Anglican Church of Canada
BC Poverty Reduction Coalition
Campaign 2000: end child and family poverty in Canada
Canadian Alliance to End Homelessness
Canadian Association of Social Workers
Canadian CED Network - Manitoba
Canadian Council on Social Development
Canadian Federation of University Women - Ontario Council
Canadian Nurses Association
Canadian Pensioners Concerned (CPC), Ontario Division
Canadian Public Health Association
Canadian Unitarians for Social Justice
Centre for Equality Rights in Accommodation
Centretown Citizens Ottawa Corporation
Community Society to End Poverty in Nova Scotia
Dalhousie Legal Aid Service
Elementary Teachers' Federation of Ontario
Faith in Action Victoria
First Call: BC Child and Youth Advocacy Coalition
Le Fédération canadienne des femmes diplômées des universités (FCFDU)
Le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU)
Halton Poverty Roundtable
Homelessness and Housing Umbrella Group (Waterloo Region)
Homes for Women
House of Friendship Social Services in Waterloo
Income Security Advocacy Centre
June Callwood Coalition Against Child Poverty
Multifaith Housing Initiative Ottawa
Ontario Campaign 2000
Ontario Council Canadian Federation of University Women
Ontario English Catholic Teacher's Association
Ontario Non-Profit Housing Association
Peel Poverty Action Group
Regina Anti-Poverty Ministry
Registered Nurses' Association of Ontario
Renfrew County Child Poverty Action Network
Right to Housing Coalition (Manitoba)
Sisters of St. Joseph in Canada
Sisters of St. Joseph of Toronto
Social Development Council of Cornwall and Area
Social Planning and Research Council of BC
Social Planning Council of Cambridge and North Dumfries
Social Rights Advocacy Centre
Society of Saint Vincent De Paul, Toronto Central and Ontario
Tri-Cities Homelessness & Housing Task Group
Unitarian Congregation of Niagara

Women's Action Alliance for Change-Nova Scotia

Yukon Anti-Poverty Coalition

Yukon Status of Women Council

YWCA Canada

Signataires :

Advocacy Centre for Tenants Ontario
Campaign 2000 : éradiquez la pauvreté des enfants au Canada
Alliance canadienne pour mettre fin à l'itinérance
Association canadienne des travailleurs sociaux
Association canadienne de santé publique
Canadian Unitarians for Social Justice
Centre for Equality Rights in Accommodation
Community Society to End Poverty in Nova Scotia
Legal Aid Service
Elementary Teachers' Federation of Ontario
Le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU)
Halton Poverty Roundtable
Homelessness and Housing Umbrella Group
Toits pour elle
Income Security Advocacy Centre
June Callwood Coalition Against Child Poverty
Ontario Council Canadian Federation of University Women
Peel Poverty Action Group
Right to Housing Coalition (Manitoba)
Sisters of St. Joseph in Canada
Conseil de développement social de Cornwall et de sa région
Social Planning Council of Cambridge and North Dumfries
Women's Action Alliance for Change-Nova Scotia
Yukon Anti-Poverty Coalition
Yukon Status of Women Council
YWCA Canada